
**10 milliards de coupes supplémentaires au budget,
des milliers de postes menacés... Ça suffit !
Partout, discutons de la grève pour bloquer le gouvernement !**

La traduction budgétaire des déclarations du ministre Le Maire, annonçant un plan d'économie sans précédent de 10 milliards d'euros sur le dos des services publics et des personnels n'a pas tardé. Les décrets qui mettent en œuvre et déclinent ces annonces par mission, programme et dotation sont parus mercredi 21 février 2024 au Bulletin officiel.

Une saignée d'une ampleur inédite pour l'Enseignement et la Culture !

À l'Éducation nationale : - 692 millions !

1^{er} degré : - 138 millions dont - 131 millions : dépense de personnels (les postes) ; 2^d

degré : - 123 millions dont - 87 millions sur le titre 2 (postes) ;

Soutien à la politique de l'Éducation nationale : - 61 millions (services déconcentrés : rectorats, DSDEN, circonscriptions...);

Vie de l'élève : - 262 millions dont - 164 millions sur le titre 2 (postes de CPE, AED, AESH, médecins, infirmiers...)

Dans l'Enseignement supérieur et la recherche : - 904 millions !

À la Culture : - 204 millions !

Au Sport, à la Jeunesse et la Vie associative : - 180 millions !

Les postes principalement impactés alors que les personnels n'en peuvent déjà plus

Des milliers de postes sont menacés, alors que les personnels se mobilisent déjà depuis des semaines, au côté des parents d'élèves et des élus locaux contre les milliers de classes qui ferment, contre les mesures du choc des savoirs qui ponctionnent les faibles moyens et crée le chaos dans les établissements, contre l'austérité salariale et le gel du point d'indice, contre la politique de l'inclusion systématique et forcée et l'acte 2 de l'école inclusive qui remet en cause le droit pour les élèves de pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté (23 000 notifications ne sont pas respectées selon l'aveu même de M. Attal)...

Pour l'École, l'Hôpital, les services publics... l'austérité. Les milliards pour la guerre et les actionnaires !

Ce plan d'austérité d'une violence inouïe envers l'École publique intervient au lendemain des annonces du président Macron d'envoi de 3 milliards d'armes en Ukraine. Le ministre des armées, S. Lecornu déclarait il y a quelques mois : « *La guerre en Ukraine est une formidable opportunité pour l'industrie française.* »

Il intervient alors que les bénéfices nets cumulés des plus grandes entreprises françaises du CAC40 ont déjà dépassé les 120 milliards d'euros pour 2023 : 29 milliards d'euros de bénéfices (une hausse de 7% par rapport à 2022) pour le secteur du luxe, 20 milliards d'euros de bénéfice (+ 14%) pour BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale, 19,8 milliards d'euros pour TotalEnergies... Il s'agit de la troisième année d'affilée où les entreprises du CAC 40 réalisent ensemble plus de 100 milliards d'euros de bénéfices.

Ça suffit ! Il faut les arrêter ! Partout, discutons de la grève pour bloquer le gouvernement !

Plus que jamais, la FNEC FP-FO appelle à amplifier la campagne de réunions syndicales, de tournées, d'assemblées générales pour réaffirmer les revendications et discuter des moyens de les faire aboutir. Les premières annulations de fermetures de classes obtenues par les grèves, les rassemblements et les blocages dans les départements sont un encouragement à poursuivre.

La FNEC FP-FO a renouvelé son préavis de grève pour couvrir tous les personnels.

Montreuil, le 22 février 2024